

éminent, aux connaissances encyclopédiques et d'une intégrité professionnelle totale. Ma collègue a dit à M. Mackie qu'elle avait accepté la cigarette offerte par un diplomate français, avait aspiré une bouffée, et en était devenue tout étourdie. Compte tenu de l'inquiétude générale, des commentaires et de la consternation soulevés par cette nouvelle, est-il possible au ministre de fournir à la Chambre des renseignements qui ne menaceraient pas la sécurité de l'État?

L'hon. Judy V. LaMarsh (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je suis heureuse de constater que mon honorable ami semble croire que le malaise dont j'ai souffert n'est que passager. Je lui assure, et j'affirme à la Chambre tout entière, que jamais plus je ne me placerai volontairement dans un pareil état.

LE NORD CANADIEN

TERRITOIRES DU NORD-OUEST—RETARDS APPORTÉS DANS LE PROGRAMME DE FORMATION UNIVERSITAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Nord canadien ou, en son absence, à son secrétaire parlementaire ou, en son absence, au ministre suppléant. Elle se fonde sur une rumeur voulant que le programme de formation universitaire dans les Territoires du Nord-Ouest pourrait être différé. Voici ma question: ce programme ne pourrait-il pas être mis en œuvre conformément aux dispositions de l'accord financier de cinq ans qui a été conclu avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, l'année dernière? Étant donné l'importance de l'éducation pour les jeunes gens du Nord, cette affaire est assez urgente.

L'hon. W. M. Benidickson (ministre des Mines et des Relevés techniques): Monsieur l'Orateur, je veillerai à ce que cette question soit portée à l'attention du ministre, qui est censé être de retour pour la prochaine séance.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

DÉRIVATION ÉVENTUELLE DES EAUX DU COLUMBIA VERS LES PRAIRIES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. C. O. Cooper (Rosetown-Biggar): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux affaires extérieures concernant le projet d'aménagement du Columbia. A-t-on pris des dispositions en vue de détourner une partie des eaux du Columbia en direction des versants est des

Rocheuses au profit des provinces des Prairies?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, une disposition a été établie à cet égard au paragraphe 1 de l'article 13 du traité.

LE COMMERCE

CUBA—POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Mitchell Sharp (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, le député de Grey-Nord m'a posé hier deux questions concernant nos échanges commerciaux avec Cuba. Dans la première il demandait:

Est-ce la politique du gouvernement actuel de favoriser une expansion du commerce avec Cuba comme tentait de le faire l'ancienne administration conservatrice?

Je n'étais pas convaincu, monsieur l'Orateur, que la politique de l'ancien gouvernement était aussi précise. Toutefois, je vais exposer la nôtre. Le gouvernement interdit la réexportation à Cuba des marchandises provenant des États-Unis. A part cette interdiction, le gouvernement n'empêche pas la livraison à Cuba de marchandises non militaires et non stratégiques. Le volume des échanges entre le Canada et Cuba est à peu près le même que l'année passée. Les exportations canadiennes à Cuba se sont montées à 10.9 millions de dollars en 1962 et les importations canadiennes en provenance de Cuba, à 2.8 millions. D'après les données les plus récentes, les exportations canadiennes des cinq premiers mois de 1963 ont atteint 4.6 millions de dollars. La Chambre tient peut-être à savoir quels ont été les articles exportés. Ce sont, en gros, le suif non comestible, les aliments préparés pour bébés, les produits chimiques pour l'agriculture, la viande de porc traitée, les produits vétérinaires et le bétail laitier.

La deuxième question du député était ainsi conçue:

Maintenant que le rationnement du poisson a pris fin à Cuba, le gouvernement s'efforcera-t-il d'y vendre plus de produits du poisson?

Les députés n'ignorent pas que Cuba était un important débouché de la pêche canadienne et qu'il absorbait jusqu'à 12 millions de livres de poissons par année. Malheureusement, aucune exportation de poisson n'a été faite depuis 1962. Le gouvernement étudie les possibilités de relancer les exportations de poisson canadien à Cuba.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je félicite le ministre de continuer la politique de l'ancien gouvernement. Je voudrais lui demander si le gouvernement envisage—je ne pense pas